


Informations de base	
<p><b>2000/0810(CNS)</b></p> <p>CNS - Procédure de consultation Règlement</p>	Procédure terminée
<p>Libre circulation des personnes: visa national de long séjour. Initiative France</p> <p>Abrogation <a href="#">2006/0142(COD)</a></p> <p><b>Subject</b></p> <p>7.10 Libre circulation et intégration des ressortissants des pays-tiers 7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>LIBE</b>	Libertés et droits des citoyens, justice, affaires intérieures	DEPREZ Gérard (PPE-DE)	29/08/2000
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>JURI</b>	Juridique et marché intérieur	WALLIS Diana (ELDR)	17/10/2000
	<b>PETI</b>	Pétitions	LAMBERT Jean (V/ALE)	09/10/2000
	Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>		<b>Réunions</b>
Justice et affaires intérieures(JAI)		2350	2001-05-28	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
23/06/2000	Publication de la proposition législative	<a href="#">09667/2000</a>	Résumé
04/09/2000	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
05/12/2000	Vote en commission		Résumé
05/12/2000	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A5-0388/2000</a>	
18/01/2001	Décision du Parlement	<a href="#">T5-0042/2001</a>	Résumé
18/01/2001	Débat en plénière		

28/05/2001	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
28/05/2001	Fin de la procédure au Parlement		
06/06/2001	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2000/0810(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Abrogation <a href="#">2006/0142(COD)</a>
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 063 Traité CE (après Amsterdam) EC 062
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	LIBE/5/12987

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A5-0388/2000</a>	05/12/2000	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T5-0042/2001</a> <a href="#">JO C 262 18.09.2001, p. 0186-0264</a>	18/01/2001	<a href="#">Résumé</a>
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	<a href="#">09667/2000</a> <a href="#">JO C 200 13.07.2000, p. 0004</a>	23/06/2000	<a href="#">Résumé</a>	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

Acte final	
<a href="#">Règlement 2001/1091</a> <a href="#">JO L 150 06.06.2001, p. 0004</a>	<a href="#">Résumé</a>

## **Libre circulation des personnes: visa national de long séjour. Initiative France**

2000/0810(CNS) - 18/01/2001 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Gérard DEPREZ (PPE/DE, B), le Parlement européen se rallie pleinement à la position de sa commission au fond (se reporter au résumé précédent).

## **Libre circulation des personnes: visa national de long séjour. Initiative France**

2000/0810(CNS) - 23/06/2000 - Document de base législatif

OBJECTIF : proposer un règlement portant sur la libre circulation des ressortissants de pays tiers avec un visa de long séjour. CONTENU : le règlement proposé sur initiative française, s'inscrit dans le prolongement de l'acquis Schengen et de son intégration dans le giron communautaire. Il vise, pour l'essentiel, à reconnaître un visa de long séjour (à savoir d'une durée de validité de plus de 3 mois) délivré par un État membre comme un visa de court séjour par les autres États membres le temps que la personne concernée obtienne son titre de séjour définitif dans cet État. En effet, il peut exister un certain délai entre le moment où une personne, titulaire d'un visa national de long séjour délivré par un État membre, arrive sur le territoire de cet État et le moment où elle reçoit un titre de séjour lui permettant de circuler librement sur le territoire des autres États membres. C'est pourquoi, il est proposé que ce visa, qui ne permet actuellement qu'un seul transit par le territoire des autres États membres en vue de se rendre sur le territoire de l'État ayant délivré le visa, ait valeur concomitante de visa uniforme de court séjour, sous réserve que le requérant satisfasse aux conditions d'entrée et de séjour prévues par la convention Schengen. Cette mesure constitue un premier pas tangible vers l'harmonisation des conditions de délivrance des visas nationaux de long séjour.

## **Libre circulation des personnes: visa national de long séjour. Initiative France**

2000/0810(CNS) - 28/05/2001 - Acte final

OBJECTIF : établir un nouveau règlement sur la libre circulation des ressortissants de pays tiers avec un visa de long séjour. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Règlement 1091/2001/CE du Conseil relatif à la libre circulation avec un visa de long séjour. CONTENU : L'initiative française, s'inscrit dans le prolongement de l'acquis Schengen et de son intégration dans le giron communautaire. Il vise, pour l'essentiel, à reconnaître un visa de long séjour (à savoir d'une durée de validité de plus de 3 mois) délivré par un État membre comme un visa de court séjour par les autres États membres le temps que la personne concernée obtienne son titre de séjour définitif dans cet État. En effet, il peut exister un certain délai entre le moment où une personne, titulaire d'un visa national de long séjour délivré par un État membre, arrive sur le territoire de cet État et le moment où elle reçoit un titre de séjour lui permettant de circuler librement sur le territoire des autres États membres. C'est pourquoi, le règlement indique que ce visa, qui ne permet actuellement qu'un seul transit par le territoire des autres États membres en vue de se rendre sur le territoire de l'État ayant délivré le visa, ait valeur concomitante de visa uniforme de court séjour, sous réserve que le requérant satisfasse aux conditions d'entrée et de séjour prévues par la convention Schengen. Cette mesure constitue un premier pas tangible vers l'harmonisation des conditions de délivrance des visas nationaux de long séjour. ENTRÉE EN VIGUEUR : 07.06.2001.